

Sommaire

Fonctionnaires

" Mon ambition est de voir l'administration publique rivaliser avec le privé "

L'Expression - vendredi 28 février 2020

Oka Séraphin (directeur de cabinet) : "Il n'y a pas de scandale"

Le Patriote - samedi 29 février 2020

Un grand nettoyage en vue

Le Patriote - samedi 29 février 2020

Politique

Le Tchologo salue les actions du gouvernement

Fraternité Matin - samedi 29 février 2020

Le Rhdp évalue ses forces sur le terrain

Fraternité Matin - vendredi 28 février 2020

Le Pdcj-Rda toujours pas d'accord

Fraternité Matin - samedi 29 février 2020

Ouattara interdit à ses ministres de sortir du pays

Le Quotidien d'Abidjan - vendredi 28 février 2020

Conjoncture économique et sociale

Des experts de l'Uemoa réfléchissent sur plusieurs axes d'amélioration

L'Inter - samedi 29 février 2020

Des experts font le point sur les acquis et les défis

Fraternité Matin - samedi 29 février 2020

Une grande ouverture en couleurs le 11 mars

Fraternité Matin - samedi 29 février 2020

La Côte d'Ivoire revisite son dispositif de riposte

Fraternité Matin - samedi 29 février 2020



Prix national d'excellence 2019 / Le Gal Issa Coulibaly / Les 2e et 3e lauréats du prix national d'excellence édition 2019 ont reçu leurs prix hier. A cette occasion l'e'ministre de la Fonction publique a dit ses perspectives pour l'Administration et fait des recommandations a ses agents.

" Mon ambition est de voir l'administration publique rivaliser avec le privé "



Le Gal Issa Coulibaly a félicité les lauréats. Photo: DR

Ils se sont distingués par leur travail et ils ont: été honorés par le ministre de la Fonction publique. Hier au Cercle du Rail au Plateau, Sangaré Hamidou de l'Office ivoirien des Sports scolaires et universitaires de la région du Gôh et Coulibaly Aïssatou, Chef de service de la gestion du personnel au ministère des Eaux et Forêts, ont reçu respectivement le 2e et 3e prix nationaux d'excellence édition 2019. Leurs efforts ont été salués par le ministre Issa Coulibaly qui a indiqué qu'ils ont su porter les valeurs qui permettent à la Côte d'Ivoire d'avancer vers son développement. «Madame Coulibaly et monsieur Sangaré, vous êtes avec Madame Abena Bakioua, Chef du secrétariat particulier du Président de la Commission électorale indépendante, les fonctionnaires les plus méritants de l'année 2019 et c'est pourquoi nous vous célébrons ce jour. Vos mérites doivent être relevés et présentés publiquement pour être cités en exemple», a souligné le Gal Issa Coulibaly. Le ministre a également profité de cette occasion pour partager son ambition de voir l'Administration publique rivaliser avec le secteur privé. << En effet, l'entreprise offre a ses clients un service de qualité pour faire face a la concurrence afin que ses clients satisfaits reviennent en d'autres occasions. Pour y parvenir, il nous faut investir régulièrement dans la formation continue de nos agents dans le but de les motiver a la recherche d'une culture du résultat et du rendement. La qualité de nos services en dépend. Nous devons nourrir

l'ambition légitime de travailler pour l'Etat, en laissant de côté nos vieilles habitudes et nos mauvaises manières, pour ne rechercher que l'excellence. L'année 2020 est un tournant qui nous oblige à prendre ensemble l'engagement d'écrire une nouvelle page de notre administration en vue d'offrir à la population ivoirienne, un service public de qualité. C'est le pari à gagner et nous le pouvons et le devons », a souhaité le ministre de la Fonction publique. Le Gal Issa Coulibaly a salué le président de la République qui, depuis plusieurs années, travaille pour un dynamisme de la Côte d'Ivoire au niveau international et national avec un taux de croissance économique fort apprécié. Cet acharnement au travail du président et de son gouvernement conduit par Amadou Gon Coulibaly a remis le pays sur les rails du développement. L'Inspecteur général de la Fonction publique, le Pr Traoré Flavien, a révélé que le deuxième lauréat reçoit un trophée, un diplôme et un chèque d'un million 500 Fcfa tandis que le 3e repart avec un trophée, un diplôme et chèque d'un million de Fcfa.



PROCLAMATION DES RÉSULTATS DES CONCOURS DE LA FONCTION PUBLIQUE / Rien que de l'intox. Il n'y a pas de "scandale" à la Fonction publique, encore moins une fraude relativement aux concours administratifs session 2019.

Oka Séraphin (directeur de cabinet) : "Il n'y a pas de scandale"

Affaire "Fraude aux concours de la Fonction publique"

De l'intox, rien que de l'intox !

Oka Séraphin (Directeur de cabinet) :

"Il n'y a pas de scandale"

▶ Le DG de la Fonction publique n'a jamais été débarqué

▶ Le courrier sur les réseaux sociaux est un "fake news"



Aboisso

Rien que de l'intox. Il n'y a pas de "scandale" à la Fonction publique, encore moins une fraude relativement aux concours administratifs session 2019. C'est le démenti cinglant qu'a fait le directeur de cabinet du ministre de la Fonction publique, Oka K. Séraphin hier vendredi 28 février lors d'un point de presse à la salle de conférence de ce département ministériel au Plateau. Ce, en présence du directeur de cabinet adjoint, du directeur général de la Fonction publique, du directeur des Concours administratifs et des membres du cabinet. Le collaborateur direct du général Issa Coulibaly s'est dit outré voire choqué de voir une certaine presse et les réseaux sociaux relayer l'information faisant état d'un "scandale" dans ce ministère suite à la publication de deux listes d'admis. « Non, il n'en est rien. Ce n'est pas un scandale au niveau de la proclamation d'un deuxième résultat, comme on tente de faire croire le contraire » a-t-il insisté. Selon lui, les résultats proclamés le 14 février dernier via le site de la Fonction publique ne souffrent d'aucune contestation. « On fait une délibération, on proclame les résultats. Quand il y a des omissions, des réclamations, c'est normal qu'on prenne en compte ces réclamations et qu'après on publie les résultats. Ce sont des choses prévues par les dispositions légales » a expliqué Oka Séraphin. Précisant que ce n'est pas un fait nouveau. A l'en croire, cela s'est également passé en 2017 et 2018. « Et pourquoi en 2019 les gens ne veulent pas que ça se passe ? », s'est-il interrogé. Les résultats proclamés le 14 et le 24 février dernier ne souffrent d'aucune contestation. Le deuxième résultat a été publié hors des annaux habituels du ministère. Toute chose qui a suscité le courroux de certaines personnes qui ont commencé à crier à la fraude », a-t-il indiqué. Selon le conférencier à la vérité, leur colère était consécutive à la découverte de leur réseau par le Colonel Koné Zakaria et

ses hommes. « Ils m'ont donné des noms. Lorsque nous avons procédé à des vérifications, ces personnes sont à la Direction des concours. Ils m'ont remis également certaines clés de bureaux. Et c'est grâce à l'implication de cet officier que nous avons pu repérer ce réseau. Certains sont déjà dans des commissariats, c'est la débandade totale dans leur rang », a annoncé M. Oka Séraphin. Ces derniers attendaient la seconde liste des admis après réclamation pour insérer les noms de ceux à qui ils ont pris de l'argent. « Ils s'agitent partout, ils ont été déboussolés et on les voit » a-t-il nargué. Profitant de l'occasion, il a félicité le Colonel Zakaria et ses hommes. Concernant le courrier portant le sceau du directeur général de la Fonction publique, assurant l'intérim du directeur des Concours M. Soro Gninagafol, le directeur de cabinet du ministre Issa Coulibaly a affirmé que cela relève d'un "fake News". « Ce courrier qui porte la signature du DGFP a été émis en dehors de nos canaux habituels. Lequel indique que M. Soro est le directeur des Concours administratifs, chose qui est archi-faux. Il demande dans cette note qu'il ne se reconnait pas dans la proclamation du 2ème résultat du lundi 24 février 2020. Le ministre n'a aucune connaissance de ce courrier encore moins le concerné lui-même » a-t-il étayé. Ajoutant que le DGFP n'a pas été débarqué, et demeure à son poste. Dans ce courrier le Dgfp exige des explications au ministre de la Fonction Publique qui a fait publier le second résultat via un autre canal. Alors que compte tenu du fonctionnement de l'Administration lui, il ne peut exiger en aucun cas des comptes au ministre. « C'est sur instruction du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly que Soro Gninagafol a été nommé Dg de la Fonction publique par le général Issa Coulibaly le 27 décembre 2019 en remplacement de M. Aka Bernard appelé à faire valoir ses droits à la retraite. Le nouveau directeur des Concours administratifs est le Colonel Yeo Kolo, nommé également à la même date. Mais étant donné qu'au moment où il a été nommé, le processus des concours avait été déjà lancé. C'est pourquoi je l'ai désigné intérimaire à la direction des concours jusqu'à la proclamation des résultats », a tenu à clarifier M. Oka Séraphin. En tout cas, le collaborateur direct du ministre Issa Coulibaly a rassuré que le Général Issa Coulibaly est déterminé à traquer les fraudeurs jusque dans leur dernier retranchement. Il est bon de rappeler que pour la session 2019, 406 concours ont été lancés pour 14.939 postes budgétaires. Et ce sont 100.000 candidats repartis dans 61 centres de composition qui ont subi les différentes



Le Directeur de cabinet brandissant la décision de nomination de Soro Gninagafol à la tête de la Direction générale de la Fonction Publique (ph dr)

épreuves.



Des heures chaudes s'annoncent à la Direction des Concours Administratifs. M. Oka Séraphin a annoncé qu'il y aura un grand nettoyage dans cette direction.

Un grand nettoyage en vue

Des heures chaudes s'annoncent à la Direction des Concours Administratifs. M. Oka Séraphin a annoncé qu'il y aura un grand nettoyage dans cette direction. Car des informations en sa possession font état de ce que le réseau de fraudeurs réside au sein de la direction. « C'est un groupuscule de personnes qui n'ont que pour objectif de faire partir les ministres de la Fonction publique quand ils sont démasqués. On les a mis en déroute. Je dénonce avec la dernière énergie cette pratique », a martelé M. Oka. Précisant que c'est ce groupuscule qui a fait partir le ministre Pascal Abinan. Il a signifié que l'équipe du général Issa Coulibaly ne se laissera pas faire.

ANZOUMANA CISSE



Ferkessédougou / Les populations se félicitent des infrastructures de développement réalisées par le gouvernement dans leur région.

Le Tchologo salue les actions du gouvernement



Les populations du Tchologo saluent les infrastructures de développement réalisées par le gouvernement.

Les populations se sont exprimées à la presse, jeudi, lors des visites à Ferkessédougou des chantiers réalisés par l'État, en prélude aux panels relatifs à la voie du développement du Tchologo. Elles ont relevé que les actions du gouvernement ont apporté des changements notables dans leurs conditions de vie. "Avant à Dekokaha, il n'y avait que trois ou quatre maisons en tôle. Depuis que la réalisation du projet de riz nous a soutenus, nous avons pu organiser les paysans. Aujourd'hui, presque tout le village est bien construit. Les maisons en paille ont fait place aux habitations solides et en tôle", a relevé le responsable de Tchologo-riz, une usine de riz installée par le gouvernement au bénéfice de près de 400 producteurs de la région du Tchologo. Réalisée en 2012, Tchologo-riz encadre près de 29 coopératives de Ferkessédougou et de Ouangolodougou dont elle transforme et écoule les productions sur le marché local. 350 tonnes de riz de qualités diverses surtout le 8 à 9, la variété la plus prisée, y sont produits par an. Le chef du village de Nabiguékaha, Koné Yacouba et ses administrés ont désormais un village en plein essor. "Avant, c'était la poussière, surtout en période de sécheresse et pendant l'harmattan. Aujourd'hui, avec le bitumage de la route, c'est un lointain souvenir. Le pont a été fait, notre école a bénéficié d'une clôture grâce à ce projet. Merci au Chef de l'État et au gouvernement, ". Le chef de terre de Nabiguékaha, Koné Tiémoko a, quant à lui, salué l'électrification du village. "Nous avons l'électricité, on offre désormais de l'eau fraîche à nos visiteurs. Grâce à cela, le village a été loti et déjà à la faveur du bitumage, nos lots sont sollicités par les populations urbaines qui veulent construire ici à Nabiguékaha. C'est comme si nous étions à Ferkessédougou-ville", a-t-il relevé. Les populations de ce village souhaitent que l'État leur offre un centre de santé et un château d'eau. Plusieurs sites ont été visités par les

journalistes à Ferkessédougou, notamment, la zone industrielle où est implantée une autre rizerie, plus grande et plus moderne, la Socomci, une usine d'une capacité de cinq tonnes à l'heure et qui fera le bonheur de 300 paysans. Dès sa mise en service prévue pour le troisième trimestre 2020, cette usine va contribuer à l'autosuffisance en riz avec un objectif et une capacité de produire 22000 tonnes de riz local de qualité par an. Des visites ont été effectuées sur l'ouvrage l'OA 1 situé au PK5 de la route Ferkessédougou-Nassian et la bretelle Nassian-Kong, un projet de 83 milliards qui a démarré en septembre 2015 et dont les travaux sont pratiquement terminés, selon le responsable territorial de l'Agence de gestion des routes, M. N'Gouan Pascal, de même que la réalisation d'un pont d'une hauteur de 20 mètres (un passage supérieur) au-dessus d'un obstacle à 5,5 m des rails. "Avant, pour parcourir Ferkessédougou-Kong, on mettait près de six heures. Aujourd'hui, nous mettons moins de deux heures, et cela facilite l'écoulement de nos produits agricoles", a soutenu un paysan de Nabiguékaha, Ouattara Peketinguenan. Dans le cadre de cette activité du ministère de la Communication et des Médias visant la promotion des grandes réalisations du gouvernement, il est organisé des panels relatifs à la voie de développement de la région du Tchologo.

AIP



Présidentielle 2020 / La direction exécutive du parti au pouvoir a organisé, mercredi, un séminaire d'évaluation des acquis, en vue de dégager les perspectives.

Le Rhdp évalue ses forces sur le terrain



Adama Bictogo, le directeur exécutif du Rhdp, en présence de Albert Mabri Toikeusse, a donné des instructions aux participants. PHOTO: DR

Rafler la mise au premier tour. Cet objectif, selon le directeur exécutif du Rhdp Adama Bictogo, commande d'évaluer les actions de maillage du terrain menées par sa formation politique. C'est ce qui a justifié, a-t-il fait savoir, l'organisation du séminaire qui a eu lieu mercredi au Casino de l'Hôtel Ivoire à Cocody. « Nous sommes venus aujourd'hui pour évaluer l'effectivité, l'état d'avancement de l'implantation du parti sur le territoire national. Nous avons arrêté une période d'évaluation qui obéit même au principe managérial de toute entreprise », a-t-il expliqué. Puis de préciser : « A travers cette évaluation, les coordinations régionales, départementales sont mises en place. Le maillage est fait. Maintenant, il faut amener l'ensemble des Ivoiriens, pas seulement les militants du Rhdp, à adhérer au Rhdp. C'est la mission qui nous a été assignée par le Président du parti, au regard de son bilan, des perspectives». Le président de la direction exécutive du Rhdp a déclaré que ce séminaire a aussi servi de cadre pour revoir l'organisation du parti qui va plus loin que l'existant. Albert Mabri Toikeusse, représentant le président du directoire des Houphouëtistes à ce séminaire, réagissant à sa candidature éventuelle à l'élection présidentielle d'octobre, telle que rapportée par des journaux, a dit ceci: « Vous avez écouté le président du parti à la cérémonie de présentation de vœux. Il a donné un calendrier. Nous nous inscrivons dans ce calendrier. Et les questions qui sont concernées par cela ne sont pas à l'ordre du jour. (...) Je ne ferai aucune déclaration ». Les membres de la direction exécutive de ce parti politique, du Bureau politique du Rhdp, des ministres ont pris part à cet atelier.

KANATE MAMADOU



Le secrétaire exécutif du Pdcî-Rda demande au gouvernement de séparer le processus d'établissement de la Carte nationale d'identité de l'enrôlement sur la liste électorale avant la présidentielle d'octobre 2020.

Le Pdcî-Rda toujours pas d'accord



Le secrétaire exécutif du Pdcî-Rda était face à la presse, hier. (PH; JULIEN MONSAN)

la Carte nationale d'identité de l'enrôlement sur la liste électorale avant la présidentielle d'octobre 2020. Face à la presse, hier, au siège de ce parti, à Cocody, Maurice Kakou Guikahué a expliqué que le processus électoral risque de ne pas aboutir si les deux opérations restent couplées. En outre, le numéro 2 du Pdcî-Rda invite l'État à proroger jusqu'en juin 2021 la validité des cartes nationales d'identité actuellement en circulation. Afin que les anciennes Cni servent à voter et que l'opération d'établissement des nouvelles cartes d'identité ne concerne que les cinq millions de nouveaux majeurs. Par ailleurs, Maurice Kakou Guikahué est revenu sur la position de son parti qui revendique la gratuité de l'opération. Il a estimé que les bailleurs de fonds ont déjà financé ce processus. De plus, il a jugé long les 45 jours au bout desquels le demandeur de la Cni devrait l'obtenir. A l'entame de sa conférence de presse, le secrétaire exécutif du Pdcî-Rda a estimé que l'opération d'établissement de la nouvelle carte d'identité, aussi bien dans sa phase pilote que son déroulement actuel, «suscite de vives inquiétudes». Il y a relevé dix «failles» qui sont entre autres le début «tardif» de l'opération. «Ce qui donne à craindre», a-t-il estimé, le non-respect du processus électoral. Pour lui, la phase pilote ne s'est d'ailleurs pas déroulée normalement. «Sur 30 600 Ivoiriens qui ont réussi à payer le timbre en ligne, seuls 11 000 ont pu se faire enrôler », a-t-il affirmé. Une autre «faille» serait que le monde rural n'a pas accès à l'outil internet. Cette conférence intervient après les précisions faites par le ministre Sidiki Diakité, ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation. Mercredi dernier, après le Conseil des ministres, il a affirmé qu'à partir du vendredi 28 février, « 344 kits supplémentaires, en plus des 302 kits déjà fonctionnels, seront activés, pour doubler la capacité d'enrôlement ». Et qu'il y aura «2000 kits mobiles pour enrôler les populations, dans les écoles, au marché, sur les lieux de travail. Des assurances que le numéro 2 du Pdcî met en doute.

APPENA MARCEL

Le secrétaire exécutif du Pdcî-Rda demande au gouvernement de séparer le processus d'établissement de

SITUATION SOCIOPOLITIQUE / Alassane Ouattara continue d'étonner le monde, comme il l'avait promis. Pour preuve, le chef, le chef de l'Etat a interdit à ses ministres de sortir du pays, et ce jusqu'à nouvel ordre.

Ouattara interdit à ses ministres de sortir du pays



Le président Alassane Ouattara

Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), seraient dans le viseur du chef de l'Etat. À huit mois de la présidentielle, plus de quartier et de "feuilles mortes" au gouvernement. Comme le dit un adage populaire en Côte d'Ivoire "Un pied dedans, un pied dehors, c'est dehors" », révèle une autre source. Cette mesure d'Alassane Ouattara, est inédite, car c'est la première fois qu'un chef de l'Etat ivoirien interdit à ses ministres de sortir du pays et à ceux qui sont à l'étranger de regagner le pays. « Rien ne nous surprend désormais, concernant Alassane Ouattara. La seule chose qui compte pour lui, c'est ce qu'il veut et souhaite. Cette mesure d'interdiction de sortir du pays imposées à ses ministres de sortir du pays. Le Premier ministre Konan Banny n'a pas tort quand il dit que qu'Alassane Ouattara ne conçoit l'amitié qu'en terme de soumission », dénonce un analyste politique. Selon certains observateurs de la scène politique ivoirienne, la mesure inédite du président du RHDP, apporte de l'eau au moulin de ses adversaires. Pour eux, cette mesure d'Alassane Ouattara, révèle de la pure dictature. L'on se souvient que le régime d'Abidjan n'avait pas hésité d'interdire à l'avion transportant Guillaume Soro, d'atterrir en Côte d'Ivoire.

JYB

Alassane Ouattara continue d'étonner le monde, comme il l'avait promis. Pour preuve, le chef, le chef de l'Etat a interdit à ses ministres de sortir du pays, et ce jusqu'à nouvel ordre. Selon des sources, cette mesure a été prise au cours du conseil de ministre de mercredi 26 février dernier. Par ailleurs, selon les mêmes sources, les ministres en mission à l'intérieur ou à l'extérieur du pays seraient appelés à rentrer à Abidjan. A en croire les mêmes sources, cette mesure du chef de l'Etat, s'expliquerait par l'imminence d'un remaniement ministériel. Remaniement ministériel qui serait effectif le mercredi prochain à l'issue du conseil des ministres. En effet, à l'approche de l'élection présidentielle d'octobre prochain, Alassane Ouattara a décidé de ne travailler qu'avec des ministres capables de "mouiller le maillot" pour le RHDP. « Des ministres peu actifs au plan politique et ne menant aucune activité sur le terrain pour le compte du Rassemblement des

COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

Des experts de l'Uemoa réfléchissent sur plusieurs axes d'amélioration



Les experts venus de l'Uemoa ont fait des propositions pertinentes (Ph. DR)

En marge des Rencontres d'Abidjan sur les Villes durables, prévues les 27 et 28 février et organisées en prélude au 28^e sommet Afrique-France, s'est tenu un atelier sur la contribution des collectivités territoriales et des structures étatiques en charge de la gestion des frontières au processus de formulation de la phase 2 du Programme de coopération transfrontalière locale [Pctl]. Il était également question d'examiner la contribution de la Coopération suisse au Programme régional d'appui à la décentralisation financière [Pradef] dans l'espace Uemoa. Deux objectifs majeurs qui ont motivé l'organisation de ce séminaire. le mercredi 26 février 202E]. sur les bords de la lagune Ebrié. Aminata Sy, directrice de l'Aménagement du territoire à la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africain [Uemoa] et Bamba Siama, président de l'Utcte SKBo [Union transfrontalière des collectivités territoriales de l'espace Sikasso-Korhogo-Bobo-Dioulasso] ont, au nom de leurs structures respectives, remercié la trentaine d'experts et de représentants des structures étatiques en charge de la gestion des frontières et de la coopération transfrontalière qui ont effectué le déplacement d'Abidjan. Gérard Laleye, conseiller régional gouvernance Afrique de l'Ouest de la Coopération suisse à Cotonou, a également traduit sa satisfaction quant à l'ensemble des projets qui ont été réalisés dans le cadre du Pradef. Plusieurs axes concernant l'amélioration des conditions de vie économique et sociale des populations des territoires transfrontaliers ouest africains, dans un espace régional plus ouvert et attractif, ont été développés à travers des comités de réflexion. Les travaux ont également porté sur l'articulation entre le Pctl et le Pradef en vue d'une contribution efficace au bien-être des populations des zones concernées. Le volet sécuritaire n'a pas été occulté vu que le Sahel, zone principale d'intervention du Pctl, est soumis à une situation sécuritaire critique.

Au terme des travaux, Anicet Gnanzi a, au nom du ministre François Albert Amichia, président de la Commission des

collectivités territoriales de l'espace Uemoa, remercié et félicité tous les participants à cet atelier. Il a espéré la mise en oeuvre effective des résolutions dans les meilleurs délais. Pour rappel, plus de 4 milliards fca ont été mobilisés par la Suisse pour l'atteinte des résultats de la 1^{ère} phase du Pctl [2013 - 2019]. En Septembre 2019, à l'occasion de la revue de pilotage des programmes régionaux soutenus par la Suisse, l'Uemoa a pris l'engagement de mobiliser une contrepartie d'au moins 20% du budget de la phase 2 du Pctl. Un premier acte a été posé dans ce sens avec la mise à disposition de 1.276.645.000 fca pour consolider les actions en cours sur la phase actuelle. Rendez-vous a été, donc, pris pour le mois d'avril afin de présenter les résultats définitifs de ces travaux.

Info: Dircom



Développement économique de l'Afrique / Dr Emmanuel Pinto Moreira, directeur des économistes-pays de la Banque africaine de développement (Bad), a lancé le 27 février, une alerte contre le risque pour les pays africains de rester bloqués dans la situation de pays à revenus intermédiaires sans pouvoir franchir le cap de l'émergence proprement dite à l'instar de plusieurs notamment asiatiques.

Des experts font le point sur les acquis et les défis



Plusieurs experts africains des questions économiques ont mené des réflexions à Abidjan. (Photo : DR)

Dr Emmanuel Pinto Moreira, directeur des économistes-pays de la Banque africaine de développement (Bad), a lancé le 27 février, une alerte contre le risque pour les pays africains de rester bloqués dans la situation de pays à revenus intermédiaires sans pouvoir franchir le cap de l'émergence proprement dite à l'instar de plusieurs notamment asiatiques. L'appel de Dr Emmanuel Pinto Moreira s'adressait surtout aux 27 États du continent sur les 54 dans la catégorie des pays à revenus intermédiaires (20 dans la tranche basse dont fait partie la Côte d'Ivoire et 7 dans la tranche haute). C'était lors d'une conférence qu'il a prononcée au Centre africain de management et de perfectionnement des cadres (Campc) et en collaboration avec les alumnis du Centre d'études et de recherches en développement international (Cerdi) en Côte d'Ivoire. Dans sa communication, il a donc suggéré quelques solutions majeures, notamment la nécessité d'enrichir le contenu technologique des importations, même si l'on note un rééquilibrage de la croissance en faveur des investissements et des exportations contre l'impact de la forte consommation. Il a toutefois évoqué une modération de la croissance globale du continent, initialement supérieure à 5 % entre 2004 et 2014, avec une légère amélioration en 2020 et 2021 où elle est projetée respectivement à 3,9 et 4,2 %, contre 3,4 % en 2019, selon les institutions de Bretton Wood. À en croire le conférencier, il s'agit également d'évoluer davantage vers l'investissement dans les infrastructures efficaces. D'autant plus qu'une importante partie de la dette de l'Afrique – qui est passée de 38 à 56 % du Pib entre 2010 et

2020 - y est consacrée. Le directeur des économistes-pays de la Bad a aussi souligné l'urgence pour les pays africains de travailler au renforcement de l'inclusivité de la croissance, puisque les données de la Banque mondiale indiquent une trop lente réduction de la pauvreté sur le continent qui concentre 55 % des pauvres. Cela se vérifie par la baisse de 33,4 % en 2018 et 24,7 % en 2030, donc loin de l'objectif visé des 3 %.

Adapter les curricula à la conjoncture internationale

Pour sa part, Dr Joseph Assi-Khaudjis, Dg du Campc, a promis que son institution abritera de plus en plus ce type de conférences qui visent à créer une parfaite adéquation entre le renforcement des capacités dont bénéficient les auditeurs. D'où le vaste mouvement d'adaptation des curricula à la conjoncture politique, économique et sociale internationale en cours au Campc, selon lui. Notamment deux Masters, respectivement en commande publique et en ingénierie fiscale. « Nous avons lancé des réformes de nos curricula pour proposer aux institutions des formations pertinentes qui pourront impacter directement leur développement », a-t-il souligné. Pour ce faire, les partenariats avec des structures comme les alumnis du Cerdi vont se multiplier, a-t-il fait savoir. Parce que ce sont des viviers de compétences disponibles pour discuter des enjeux de développement des pays africains, à en croire Sidy Maï Georges, président de l'Association des alumnis du Cerdi.

ABOUBAKAR BAMBA



Musée des cultures contemporaines Amadou Toungara d'Abobo / Après 6 années de construction, le musée, un don de la Fondation Amadou Toungara à la commune, est prêt pour commencer ses activités.

Une grande ouverture en couleurs le 11 mars



Le Pr Yacouba Konaté, directeur artistique du musée (au centre) était entouré de Bintou Toungara, directrice de la Fondation Adama Toungara (à gauche) et Fodé Camara, coordonnateur local de l'exposition "Prête-moi ton rêve". (PHOTOS: DR)

Le Musée des cultures contemporaines Amadou Toungara d'Abobo, à l'occasion de son ouverture officielle le 11 mars accueille une exposition itinérante baptisée «Prête moi ton rêve». Cette caravane culturelle ambassadrice de l'art africain sillonnera six capitales de l'Afrique (Dakar, Abidjan, Lagos, Addis-Abeba, Cape Town et Marrakech). Elle réunira trente artistes africains de renommée internationale Placée sous le parrainage de Dominique Ouattara, Première dame de Côte d'Ivoire, cette cérémonie sera une occasion inédite, pour montrer, exposer, promouvoir, reconnaître l'art contemporain africain et lui donner sa juste place sur le continent et dans le monde. L'exposition qui durera 45 jours sera aussi l'opportunité pour les artistes locaux d'exposer leurs œuvres. L'information a été livrée par le Pr Yacouba Konaté, commissaire de "Prête-moi ton rêve" et directeur artistique du musée d'Abobo, lors d'une conférence de presse le 28 février, au musée des cultures contemporaines Amadou Toungara d'Abobo. Il avait à ses côtés Toungara Bintou, directrice de la Fondation Amadou Toungara et Fodé Camara, coordonnateur local du projet "Prête-moi ton rêve".

Un chef-d'œuvre architectural

Après 6 années de construction, le Musée des cultures contemporaines Adama Toungara est prêt pour commencer ses activités. Ce don offert à la commune d'Abobo, par la Fondation Adama Toungara, est un véritable chef-d'œuvre architectural. La bâtisse imposante de l'extérieur laisse découvrir à l'intérieur, des commodités modernes qui n'ont rien à envier aux palaces ivoiriens. Le musée comporte en son sein, un espace cafétéria, une grande et une petite salle d'exposition, une bibliothèque et

une médiathèque, un centre d'atelier pour enfants en formation en art, une autre salle pour la formation en danse, percussion et autres arts de la scène, une salle de conférences, sans oublier les commodités sanitaires. «Nous sommes les privilégiés de l'histoire d'un musée qui se veut glorieux. Le promoteur de ce musée, Adama Toungara, ancien maire d'Abobo et lui-même fils d'Abobo a noté que cette commune a beaucoup donné à la Côte d'Ivoire en matière d'art et de sport. Lui-même grand collectionneur d'art, il s'est alors dit que cette commune pouvait aussi compter dans le paysage national des arts visuels et plastiques. C'est un peu le sens de la création de ce musée », a indiqué le Pr Yacouba Konaté, directeur artistique du musée qui a précisé que cette maison appartient aux populations ivoiriennes mais plus particulièrement aux Abobolais. Pour parler de l'impact sociétal du musée sur les populations de la commune, Bintou Toungara a confié que cette œuvre entre dans le droit fil de la politique de régénération d'Abobo, entreprise par la municipalité avec à sa tête le maire Hamed Bakayoko. « La raison d'être du musée est de lutter contre les préjugés qui posent Abobo comme une zone criminogène donc non fréquentable. C'est donc la continuité de la politique engagée par le ministre Hamed Bakayoko, maire de la commune, pour changer le visage d'Abobo. Il s'agit en définitive d'offrir aux Abobolais les mêmes commodités infrastructurelles que celles des autres communes », a-t-elle confié.

Un programme alléchant et inédit pour accrocher les Abobolais

Pour les activités de ce que le Pr Yacouba Konaté a qualifié de plus beau, grand et premier musée d'art contemporain de Côte d'Ivoire, un programme étudié et adapté, d'abord aux populations d'Abobo et ensuite au grand public, a été concocté. Ainsi, le Pr Yacouba Konaté annonce trois grandes expositions. La première "Moi, un collectionneur" est une exposition qui va consister à documenter l'apport à la collection des collectionneurs qui sont en Côte d'Ivoire. « Cette exposition va mettre en évidence qu'en Côte d'Ivoire, contrairement à ce que l'on pense, il existe des collectionneurs et que tout l'art qu'on a ici n'est pas voué à la commercialisation à l'extérieur », a-t-il expliqué. Pour la deuxième exposition intitulée "Une histoire d'Abobo", il s'agira d'aller au contact de 30 familles d'Abobo aux fins de collecter d'anciennes photos de famille et des photos de la



Des pièces rares attendent d'être exposées dans le grand hall pour l'ouverture du musée.

cité d'Abobo qui seront exposées. «Nous allons à travers des photos exposer l'histoire d'Abobo. Cette exposition entrera ensuite dans les collections du musée pour des expositions futures », dira le Pr Yacouba Konaté qui a intitulé la troisième exposition "Sculpture Atchan". « A cette occasion, tout l'art de la culture Atchan sera exposé à travers toute sa diversité historique. Comme vous pouvez le constater, ce programme a pour objectif spécifique d'amener les populations d'Abobo à s'approprier le musée», a indiqué le directeur artistique du musée, non sans avoir lancé un appel à la mobilisation pour faire du Musée des cultures contemporaines Amadou Toungara d'Abobo une fierté d'abord d'Abobo avant d'être nationale.

SERGES N'GUESSAN



Lutte contre les épidémies / Un atelier de sensibilisation sur l'initiative des équipes médicales d'urgence a réuni, le 18 février à Grand-Bassam, les spécialistes de la question.

La Côte d'Ivoire revisite son dispositif de riposte

Un atelier de sensibilisation sur l'initiative des équipes médicales d'urgence a réuni, le 18 février à Grand-Bassam, les spécialistes de la question. Il s'agissait pour ces urgentistes de renforcer leurs compétences afin de faire face plus efficacement à toutes formes d'épidémies qui pourraient survenir en Côte d'Ivoire. Surtout en cette période où le coronavirus se positionne comme une menace mondiale. Raison pour laquelle les participants à l'atelier ont axé leur travail sur la maîtrise du concept des équipes médicales d'urgence (Emu) et leur « pertinence en réponse aux épidémies, aux situations d'urgence et aux catastrophes soudaines ». Pour cela, il était important de partager les expériences acquises ici et ailleurs entre spécialistes. Notamment sur la pratique du terrain pendant le déploiement des équipes médicales d'urgence. Ce qui devrait aboutir à définir, avec précision, le rôle des Emu dans l'organigramme du centre des opérations d'urgence de santé publique. Par cette mise à niveau, la Côte d'Ivoire veut se donner les moyens de détecter toute forme d'épidémie, mais surtout faire en sorte que les équipes d'urgence habituelle telles que le Samu, les sapeurs-pompiers, puissent travailler dans une parfaite synergie avec les Emu.

M. YEVOU